



Lettre N°17 14 septembre 2020

Vers de nouvelles formes de mobilisations

Après la pause de l'été, la colère est toujours là, elle est alimentée par une politique gouvernementale qui conjugue trois inacceptables : un plan de relance qui accorde tout aux entreprises, rien aux salariés, ni à l'hôpital, ni aux premiers de corvée ; des mensonges répétés et une gestion incohérente des mesures sanitaires, que ce soit à l'école, dans l'entreprise ou dans la rue. Mais la **stratégie de la peur** constitue un puissant **outil de contention** en exagérant systématiquement les dangers réels du COVID (voir plus loin) et en servant de justification à la violence instituée.

Dans ce contexte liberticide et anxiogène, la mobilisation des gilets jaunes le 12 septembre a montré le retour d'un fort contingent de manifestants déterminés (sans doute 12 à 15 000, contre 6000 selon la police¹), avec l'approbation par la population de ceux qui était dans la rue, sur les ronds-points ou sur le bord du Tour de France les jours précédents. Cependant, ce ne sont pas les grandes foules de 2018.

Peut-être la mobilisation syndicale sera plus importante le 17 septembre, avec l'appel intersyndical à manifester, pour contraindre le gouvernement à honorer les promesses du Président ([voir ici](#)). De multiples luttes sont d'ores et déjà menées contre les **fermetures d'entreprises** et les **suppressions d'emplois**.

Lors des rencontres ouvertes de Montceau-les-Mines, nous avons constaté que de nombreux participants gilets jaunes prennent conscience que la forme classique des manifs ne suffit pas, car « le renversement du capitalisme est un gros morceau », et « la lutte sera longue ». **La construction d'alternatives, la mise en réseau et l'éducation populaire** sont essentielles pour enraciner l'espoir et élargir la mobilisation. Pour certains, cette diversification **constitue l'acte 2 dans l'évolution des gilets jaunes** et de tout ceux et celles qui refusent la fatalité. Ce numéro essaye d'ouvrir quelques pistes dans ce sens.

Les Rencontres ouvertes de Montceau-les-Mines

Deux jours de rencontres qui ont rechargé les accus

Les rencontres ouvertes du Collectif « Changer de cap », qui se sont déroulées à Montceau-les-Mines du 28 au 30 août, ont permis de se retrouver en chair et en os, après 5 mois de réunions à distance. **Une majorité d'acteurs de terrain** parmi les 45 participants, gilets jaunes mais aussi militants écologistes, altermondialistes, associatifs, mutualistes et quelques élus municipaux fraîchement élus. Tous ont salué le **climat d'écoute, de fraternité et de confiance réciproque**. Les échanges sur les pratiques des uns et des autres, en partant du concret et les questions locales nous ont fait retrouver la **valeur de la parole partagée**.

Une vingtaine d'expériences de terrain ont été présentées. On trouvera ci-dessous quelques-unes d'entre elles. Elles dessinent le paysage d'un pays non résigné et constituent presque un programme de changement en actes. Elles montrent que **le changement de système s'appuie sur 3 pieds** :

- le mouvement social et les luttes,
- la multiplication des alternatives locales qui transforment dès à présent la société,
- la transformation des institutions, des lois et le retour de l'action publique.

¹ Le ratio entre les manifestants affichés et les arrestations ne colle pas (300 arrestations). Bientôt il y aura plus d'arrestations que de manifestants reconnus...

Ces 3 dimensions sont nécessaires et doivent se conjuguer. En particulier, la multiplication des alternatives locales est source d'espoir et de mobilisation, si même si elle n'est pas suffisante pour changer de système. Elle est porteuse d'éducation populaire quand la portée globale des actions est explicitée.

Quel changement de système ? Les interrogations sont nombreuses sur le sens de l'action commune. Comment articuler l'urgence sociale et écologique avec un changement de société qui demande un temps long ? Comment converger et dépasser les particularismes ? Quelles stratégies pour parvenir à changer les institutions ? Le séminaire n'a pas permis comme l'aurait fait une université d'été d'approfondir toutes ces questions. Elle a davantage précisé la façon dont le collectif se situe par rapport au débat collectif, sans chercher à faire ce que font beaucoup d'autres.



Que peut faire le collectif, face à d'immenses besoins, pour participer à la mobilisation citoyenne malgré une situation qui va s'aggraver ? Après deux jours de débats, 4 pistes se dégagent :

- **Élargir le réseau des collectifs citoyens locaux**, reconstituer le réseau des correspondants, constituer des groupes d'échanges et d'entraide ;
- **Mutualiser les actions locales porteuses d'alternatives**, montrer leur richesse et leur portée globale, donner des pistes pour agir ;
- **Organiser des réflexions communes, faire un travail d'éducation populaire** afin de permettre à chacun de faire sa propre opinion, et diffuser les méthodes permettant d'agir ensemble ;
- **Favoriser les rencontres et faire circuler les informations** (à travers la Lettre, la page Facebook et le site), un travail sur les méthodes et de nouvelles rencontres.

Au total, ce séminaire avait pour but de réfléchir avec ses membres engagés sur le terrain aux orientations et aux priorités du collectif. On peut dire que **ces objectifs ont été atteints**, même si beaucoup reste à faire. Tout repose sur la **mobilisation autour de ces chantiers d'un nombre plus important de bénévoles**, car le collectif reste une petite structure horizontale au service des actions de terrain et de la mobilisation.

Quelques actions porteuses d'alternatives

Nous restituons ici les témoignages apportés par les participants au cours du séminaire.

L'Union des Mutuelles du Vaucluse, dans le respect des principes mutualistes

L'Union des Mutuelles du Vaucluse regroupe 15 000 familles mutualistes. Elle gère 9 centres dentaires, 4 centres d'orthodontie, 2 centres optiques, 4 centres de soins à domicile ([Voir ici](#)), 4 centres de soins à domicile, ainsi que le Parc des libertés. L'objectif d'un soin de qualité pour tous est prioritaire par rapport aux 10 objectifs de productivité et de rentabilité. L'Union des mutuelles du Vaucluse est la seule qui au nom de cette conception refuse d'être intégrée à la Fédération Nationale de la Mutualité Française, synonyme pour elle de marchandisation et d'abandon des principes mutualistes. Le respect des principes mutualistes se traduit par une grille des salaires de 1 à 3, des tarifs accessibles à tous, notamment pour les soins dentaires. Elle reste attachée aux principes qui ont présidé à la création de la Sécurité Sociale en 1945, car seule une Sécurité sociale gérée par les travailleurs eux-mêmes est capable de mettre en place une véritable solidarité nationale avec une mise en commun de moyens au niveau national, en prenant la richesse à sa source. [Voir le site ici](#)

Chom'actif 63

CHOM'ACTIF est un lieu d'entraide, de convivialité, d'accompagnement et de défense des droits des chômeurs et des précaires. Il s'inscrit résolument dans la revendication pour les plus démunis afin de faire reconnaître leurs droits au travail et à un revenu décent.

L'association mène de nombreuses actions, regroupées dans une maison des chômeurs, réalisées pour et par les chômeurs et précaires : restaurant associatif (arrêté pour le moment à cause du COVID), événements et activités culturelles, Solidair'net, atelier informatique pour savoir se servir de l'outil Internet, réaliser un mail ou un CV, banque alimentaire



avec des produits locaux, accompagnement pour l'insertion sociale et professionnelle, etc.. [Voir le site](#)

Mirepoix : Dons en tous genres et redistribution gratuite des invendus du marché par les gilets jaunes

A Mirepoix, une équipe de gilets jaunes active se réunit **chaque samedi** sur le côté du rond-point et organise des **rencontres**, des discussions, **accueille les paroles**. « Tous les lundis, nous menons une action de **récupération des invendus** à la fin du marché, qui sont gratuitement redistribués à qui veut. **Deux gilets jaunes** cuisinent ce qui reste, **font des conserves** et une fois par mois nous faisons une journée du don. Avec ces actions, nous reprenons la place publique et nous revenons à une solidarité à travers une **démarche de dons en tout genre : partage et échange des idées, des savoirs, des astuces, des savoirs-faire et de produits**. Le but étant de se reconnecter localement avant tout ». Des échanges sont déjà en place avec un groupe de Foix. [Pour prendre contact c'est ici](#)

Vrac (Vers un réseau d'achat en commun) Rhône et Loire

VRAC est née en 2013 d'un constat : quand on n'a pas beaucoup d'argent, on consomme ce qu'il y a de moins cher, au détriment de la qualité et de la santé, d'où de nombreuses **carences alimentaires**. L'association agit dans plusieurs quartiers de la Loire et du Rhône pour donner aux habitants accès à prix coûtants à des produits bio, locaux ou issus du commerce équitable à travers un **groupement d'achats populaire**. Le projet est financé par la fondation Abbé Pierre, les collectivités et les bailleurs sociaux.

Des gens salariés, souvent des précaires, vont en bus dans les quartiers prendre les commandes, puis les apporter. Le projet est soutenu par le tissu associatif local qui choisit les personnes. A Saint-Etienne, Terrain d'entente et la Fourmilière y participent. C'est de l'alimentation de qualité, mais ça reste de l'aide et après le COVID on voit que **c'est encore trop cher pour certaines familles**. **La sécurité sociale alimentaire** serait la solution. [Voir ici le site](#)

Alterpresse à Mulhouse

Média régional d'actualité sociale, politique et environnementale, engagé sans être partisan, **Alterpresse68** est un journal numérique édité par l'association **Information-Pluralisme-Débat Citoyen** laquelle promeut depuis son origine le débat contradictoire entre citoyens de toutes origines, conditions ou qualités, loin du consensus mou ou de convergences supposément tactiques. Au travers d'un journal numérique, l'association souhaite porter au plus haut ces principes. Elle a mis en place une plateforme multimédia au service de l'information locale et régionale alsacienne, qui développe un débat pluraliste ouvert à ceux qui n'ont pas voix au chapitre, qui peuvent s'exprimer dans ses colonnes. [Voir ici le site](#)

Demain Messimy (01)

Le collectif « Demain Messimy-sur-Saône » (1200 habitants) s'est constitué en mai 2019 pour servir de poil à gratter, sous forme d'association collégiale et sans président, avec une vingtaine de participants actifs. Il a travaillé avant les municipales, avec un objectif de participation citoyenne, à un programme de transition écologique au niveau communal et intercommunal, en lien avec Alternatiba Beaujolais et les gilets jaunes de Villefranche, mais n'a pas pu constituer une liste.

L'association mène des actions pour savoir **comment vivre au quotidien écologiquement**, avec par exemple des idées de jardin collectif, de mise en place de panneaux solaires, Elle projette de monter un **poulailler collectif** construit et entretenu par les habitants. Elle fait également un travail de **veille** sur la **cohérence écologique des projets communaux et intercommunaux** pour faire des propositions complémentaires, par exemple sur le plan climat-air-énergie-territorial (PCAET), désormais obligatoire au niveau intercommunal. Le nouveau maire, qui fait partie de l'association, se dit favorable à ces projets.

De la ferme au quartier (Saint-Etienne)

L'association « De la ferme au quartier » est une plate-forme territorialisée qui met en place **des circuits courts à une grande échelle** sur Saint-Étienne, avec 80 paysans, 11 salariés et 1 million de chiffre d'affaires



pour les paysans. Pendant le COVID l'activité a explosé, augmentant de 30 %. Les paysans sont répartis à 80 km alentour. L'association commence à structurer des filières pour maîtriser les prix, la qualité. Comme les paysans ne peuvent plus fournir, **il faut en installer de nouveaux**, notamment en maraîchage. Il faut donc **les former**. Pour cela, elle s'appuie sur l'ADEAR. « Nous travaillons pour les particuliers et pour la communauté d'agglo de Saint-Étienne », bien que de droite. En effet, les techniciens des collectivités sont confrontés à des revendications de qualité des produits, d'enjeux écologiques, de pesticides qui se sont multipliées par 10 pendant le confinement. Jusqu'ici les élus se foutaient du local et misaient sur le bio, même si celui-ci venait de l'autre bout du monde. Aujourd'hui leur communication est centrée sur le local, car **le local redevient vendeur**. [Voir ici le site](#)

Terrain d'entente à Saint-Etienne, une aventure d'émancipation par la proximité, la réciprocité et l'amitié

Dans le quartier de Tarentaize, à Saint-Etienne, les habitants sont majoritairement des familles pauvres, sans perspective de formation, de travail, avec très peu de contact avec l'extérieur. Certains enfants connaissent des difficultés importantes à l'école, ne fréquentent pas le centre de loisirs, n'ont aucune activité sportive, sont livrés à eux-mêmes. **Au début, des « ateliers de rue »** ont été proposés régulièrement aux enfants. Leur principe : un accueil libre, inconditionnel et gratuit. Sur cet espace en milieu ouvert, les enfants, parfois accompagnés par leurs parents, ont été invités à prendre des initiatives et à coopérer. **D'innombrables actions en sont nées** : garde mutuelle des bébés, café des femmes le vendredi après-midi,

médiathèque, art thérapie, rencontres sur les pays d'origine, échanges autour du conte, gratifierias, fête de l'été, sorties nature, séjours d'une semaine dans une ferme à 40 km de St Etienne, atelier bien-être, tournois de foot, initiations sportives pendant les vacances, spectacle à la comédie de Saint-Étienne, accompagnement pour l'aide à l'emploi, participation au diagnostic du quartier et aux réunions « politique de la ville ».

Neuf ans après leur mise en place, ces pratiques d'émancipation, qui recréent aussi du lien entre adultes, gagnent du terrain, mais sont peu soutenues par les politiques. Elles s'inspirent d'une pédagogie sociale basée sur la proximité, la réciprocité et l'amitié. Les actions



expérimentent **de nouvelles façons de vivre et de s'éduquer collectivement**, à tous les âges et à partir de toutes les cultures **Pour en savoir plus [sur le sens de la démarche voir ici](#)**

Beaucoup d'activités et de réflexions sur le site: [Http://terraindentente42.fr](http://terraindentente42.fr)

A lire le Livre "la voix-e des femmes" (Ed. Le social en fabrique, Josiane Gunther)

Collectif « Pour que personne ne dorme à la rue » (Saint-Etienne)

A Saint-Etienne, de nombreuses personnes sont à la rue (des familles entières avec des enfants et des bébés), les CADA (centres d'accueil pour demandeurs d'asile) et les foyers sont engorgés, des familles vivent dans des squats abominables et dangereux alors que de nombreux immeubles et logements sont vacants...

1500 familles se sont cotisées pour prendre en charge des loyers afin que personne ne dorme à la rue et ont constitué le collectif « Pour que personne ne dorme à la rue ». Celui-ci rassemble de nombreuses organisations : AEC, ACO, Al Qalam, ATD Quart Monde, le CCFD, la CGT, le CVDH, la FCPE, la FSU, La Passerelle, le comité Tchétchénie Loire/Haute-Loire, LDH, Réseaux citoyens de St Etienne, Réseau de Solidarité avec les Roms, RESF 42, Sud Education, Terre Des Hommes 42, Triangle. Des échanges sont organisés pour tirer des enseignements politiques et des propositions. Par exemple, avant les municipales, il a présenté aux candidats une charte d'engagement pour l'accueil des migrants.» [Voir ici l'article 6](#)

[Voir ici l'article](#)

Le mouvement social et les luttes

Les gilets jaunes des PO raniment la flamme de l'espoir au sommet du Canigou

Pour préparer la manifestation du 12 septembre, Corinne et Jean-Marc, Gilets jaunes du département des Pyrénées-Orientales, sont allés les 5 septembre **au sommet du Canigou raviver la flamme de l'espoir** qu'ils avaient promené dans toute la France sur le toit de leur 2 CV en décembre 2018. Pour l'occasion, la flamme de l'espoir s'est transformée en **flamme de la révolte**. « On est là pour défendre nos libertés et l'avenir de nos enfants. On veut que chacun puisse vivre dignement de son travail et il y ait une justice sociale et fiscale ». On espère qu'ils vont **faire un nouveau tour de France** pour transporter cette flamme. [Voir ici l'article](#)



Clermont-Ferrand, 10 septembre : les gilets jaunes et des précaires constituent un collectif contre la précarité de l'emploi.

A l'initiative de Chôm'actif 63, un **collectif contre la précarité de l'emploi** s'est constitué le 10 septembre. Le collectif propose de **retourner chaque semaine dès à présent devant les agences Pôle Emploi**, pour aller au contact des précaires, (auto-entrepreneurs en défaut d'activité, handicapés...) et les inciter à se regrouper. « *Après plusieurs mois d'épidémie de Covid19 le néolibéralisme, qui en est responsable et s'avère incapable d'y faire face, a vu finalement, dans cette épidémie, l'opportunité de nous terroriser et de nous faire taire. Du coup, la dette a augmenté, les Etats vont encore être plus soumis aux marchés financiers. C'est le peuple et les salariés qui vont encore payer cette dette, via le chantage habituel à l'emploi et aux salaires. Encore une fois, en bout de course, les précaires et les chômeurs seront sacrifiés* ». **Pour rejoindre le collectif** prendre contact avec Jean-Louis [en cliquant sur ce lien](#)

Des villes allemandes proposent d'accueillir des migrants de l'île de Lesbos

Cinq ans après avoir accueilli des centaines de milliers de réfugiés, des villes et des régions allemandes réclament de **prendre en charge des migrants après l'incendie** qui a ravagé le camp de Moria, en Grèce. Qualifié de « catastrophe humanitaire », par le ministre des affaires étrangères, Heiko Maas, l'incendie du camp insalubre et surpeuplé occupait la « une » de tous les grands titres de la presse allemande jeudi 10 septembre. **Ces appels proviennent de la gauche, des Verts mais aussi de certains responsables conservateurs**. Ils font ressurgir le débat ayant agité le pays en 2015. Des manifestations dans tout le pays, en particulier à Berlin, ont également rassemblé plusieurs milliers de personnes mercredi soir, assurant sur leurs banderoles : « **Nous avons de la place !** » L'Allemagne compte actuellement quelque 1,8 million de personnes ayant obtenu ou demandé le statut de réfugié, toutes nationalités confondues. **Pourquoi si peu de réactions similaires en France ?** [Voir ici l'article du Monde](#)

Victoire contre le Parc Roybon (Isère) après 13 ans de combat contre ce grand projet inutile



Le groupe Pierre et Vacances a annoncé cet été l'**abandon de son projet de Center Park à Roybon**, dans la forêt de Chambarans (Isère). 1000 cottages au milieu de la forêt, un espace aquatique dans une gigantesque bulle, la destruction de 73 ha de zones humides. **Depuis 13 ans, les organisations écologiques et citoyennes** regroupés dans l'association PCSCP (Pour les Chambarans sans Center Parc) menaient un combat en apparence inégal contre ce grand projet inutile destructeur de la biodiversité, avec de nombreux recours, une ZAD, le soutien des médias alternatifs.... **Leur victoire montre qu'une mobilisation tenace peut l'emporter** dans la durée. Cependant, le terrain appartient toujours à Pierre et Vacances, et les associations restent vigilantes. [Voir ici l'article de Reporterre](#)

Manosque : collectif pour la gestion publique de l'eau

Un Collectif intercommunal pour la gestion publique de l'eau demande à la communauté de communes de Manosque (04) le retour de l'eau en régie publique, s'appuyant sur les exemples de Grenoble, Rouen, Tours, Nantes, Castres, Angers, Saint-Étienne, Troyes (et sans doute d'autres dans les prochains mois). Le collectif souligne que **l'eau et son assainissement sont des biens communs trop précieux pour être confiés à des multinationales**, davantage soucieuses de leurs dividendes que des intérêts écologiques. Voir le site <http://france-eaupublique.fr/> pour plus d'informations.

Comprendre

COVID. Nous ne voulons plus être gouvernés par la peur. Tribune de 125 scientifiques

Dans une tribune collective, **125 scientifiques, universitaires et professionnels de santé** appellent les autorités à **cesser d'insuffler la peur** à travers une communication anxiogène et les journalistes à ne plus relayer sans distance une communication devenue contre-productive. **Nous ne voulons plus être gouvernés par et dans la peur.** La situation n'est plus du tout la même qu'il y a 5 mois : 30 décès le 9 septembre, contre 1438 le 14 avril. Ils dénoncent une **communication anxiogène qui exagère systématiquement les dangers** sans en expliquer les causes et les mécanismes. Il faut évidemment protéger les plus faibles. Mais **l'efficacité du confinement n'est pas démontrée scientifiquement, ni l'imposition du port du masque dans la rue**, y compris dans les régions où le virus ne circule pas. Ces mesures générales et uniformes, imposées sous surveillance policière, relèvent d'une volonté d'afficher une **posture protectrice et non une stratégie sanitaire précise**. Beaucoup d'autres pays agissent avec plus de cohérence. Une coordination européenne serait nécessaire. [Voir ici le texte de la tribune](#)

NB. Laurent Muchielli a participé au séminaire de Montceau-les-Mines, où il est intervenu sur le thème « **La crise du COVID 19 comme révélateur du délabrement de notre système de santé** ». Le texte de son intervention sera prochainement disponible sur le site du collectif.

Pour la rentrée, Jean Castex offre au patronat ce qu'il a demandé

Pas d'ambivalence devant le Medef : l'essentiel des 100 milliards d'euros ira directement en soutien aux entreprises puisque, selon le premier ministre, la consommation des Français se porte bien et que, visiblement, les inégalités sociales et la pauvreté peuvent attendre. À peine est évoquée la question de la participation pour l'ensemble des salariés « *sans obligations nouvelles* ». De salaires, jamais il n'est question. **De la transition écologique il n'est pas question non plus.** Jean Castex, qui s'était autopromu champion de l'écologie, n'a pas une seule fois fait allusion à ce qui devait pourtant être la priorité des priorités du gouvernement. Rien sur le réchauffement climatique, rien sur la réduction des gaz à effet de serre, rien sur une priorité au ferroviaire en matière de transport, rien sur le rôle des entreprises pour la rénovation thermique des bâtiments. Rien. [Voir ici l'article de Médiapart](#)

ILS ATTENDENT
LA FIN DU MONDE
J'ATTENDS L'DÉBUT
DE L'HUMANITÉ

Cette lettre ne dit pas tout : vous en trouverez beaucoup plus sur le site
changerdecap.net

Participez/ soutenez le Collectif

il ne vit que par vous

Faites nous part ici de vos questions, critiques, propositions

Vous pouvez nous contactez sur contact@changer2cap.com